

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Chine & Mongolie

Une publication du SER de Pékin
Semaine du 12 octobre 2026

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Perspectives économiques : le FMI abaisse ses prévisions de croissance pour la Chine

Inflation : énergie et IA dopent les prix à la production

Réserves de change et métaux précieux : ruée record de la banque centrale et des ménages sur l'or

Banque et finance [\(ici\)](#)

Moyens de paiement : Visa obtient l'agrément préliminaire de la PBOC pour la compensation en yuans

Échange et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relations UE-Chine : deuxième réunion du mécanisme de consultations commerciales et d'investissement

Relations France-Chine : tenue du 28ème dialogue stratégique à Datong

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Automobile : le niveau des exportations automobiles reste haut au T3 2026

Economie numérique : le MoHRSS publie un règlement provisoire pour renforcer les droits sociaux des travailleurs des plateformes

Propriété intellectuelle : le MoJ lance une plateforme numérique en appui aux entreprises chinoises dans les contentieux à l'étranger

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Transports : publication du plan quinquennal pour le développement des transports verts

Energie : tenue de la cinquième réunion du Dialogue France-Chine à Pékin

Agriculture et agro-alimentaire [\(ici\)](#)

EDV : la Chine lance un système de variétés essentiellement dérivées avec une première série de dix cultures

Actualités locales [\(ici\)](#)

Chongqing : Seres annonce l'arrivée prévue de sa marque AITO en Europe à l'automne 2027

Canton : Guangzhou en tête, Shanghai, Hong Kong et Pékin avancent ensemble : la connectivité internationale des hubs aéronautiques chinois franchit un nouveau cap

Canton : Gree Electric cible le marché hivernal européen en quête de nouveaux relais de croissance

Shenzhen : Ping An Bank, première banque côté a adopter ses propres règles d'IA, conformément aux directives de la NFRA

Shenzhen : la guerre des brevets fait rage entre les États-Unis et la Chine, tandis que DJI bat en retraite

Shenzhen : inauguration du poste-frontière de Huanggang

Dongguan : Luxshare Precision fait l'objet d'une enquête américaine pour contrefaçon de brevet

Shanghai : le forum IBLAC à Shanghai, place le développement des services et de la consommation au cœur des débats

Jiangsu : dans le cadre de son nouveau plan de soutien à l'innovation et au développement de l'intelligence artificielle, le Jiangsu lance des « bons de tokens »

Hangzhou : DeepSeek mise sur la robotique avec une start-up à 400 M USD fondée par un ex-scientifique de Tencent

Wuhan : la province de Hubei dévoile son plan d'action triennal IA

Hong Kong et Macao

Hong Kong [\(ici\)](#)

Politique économique : Hong Kong présente quatre priorités pour la réunion des ministres des Finances de l'APEC qui se tiendra à Hong Kong les 20-21 octobre

Marché de l'or : Valcambi prévoit d'ouvrir à Hong Kong sa première raffinerie hors de Suisse

Marché boursier : Hong Kong gèle 590 M USD d'actifs dans des fraudes présumées liées à des IPO

Macao [\(ici\)](#)

Secteur du jeu : Macao maintient son objectif de 29,5 Mds USD de recettes de jeu en 2026

Taiwan [\(ici\)](#)

Economie : l'inflation accélère en septembre, avec un indice des prix à la consommation à +2,7 % et un indice des prix à la production record à + 18 %

Semi-conducteurs : TSMC, leader mondial de la fonderie, annonce des résultats records sur le Q3, portés par la demande en infrastructures pour l'IA

Droits de douane : Taipei met en place des droits de douane anti-dumping temporaires de 40,21 % sur le film polyamide (nylon), servant notamment à l'emballage électronique

Chine continentale

Conjoncture

Perspectives économiques : le FMI abaisse ses prévisions de croissance pour la Chine

Dans la dernière édition de ses *Perspectives de l'économie mondiale* (*World Economic Outlook* - WEO) [publiée](#) le 13 octobre 2026, le Fonds monétaire international (FMI) a révisé à la baisse de 0,1 point de pourcentage ses prévisions de croissance du PIB chinois, tablant désormais sur une progression de 4,5 % en 2026 puis de 4,0 % en 2027 (après 5,0 % en 2025).

Cette révision à la baisse s'explique par un deuxième trimestre 2026 jugé décevant (+4,3 % de croissance du PIB en glissement annuel). Selon l'institution internationale, si les exportations restent dynamiques, l'économie chinoise est pénalisée par l'atonie persistante de la consommation des ménages et le repli de l'investissement, dans un contexte de crise immobilière persistante et de fortes tensions sur les coûts de l'énergie.

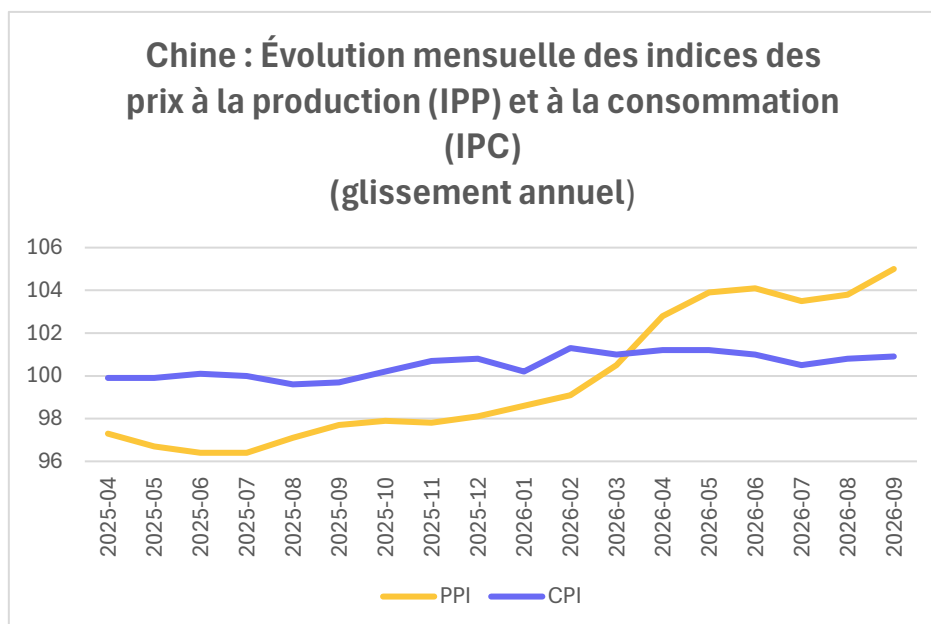
Le FMI souligne néanmoins que les mesures de soutien budgétaire et monétaire déployées par Pékin devraient éviter un atterrissage plus brutal (*sharper slowdown*), permettant au pays d'accrocher tout juste le plancher de sa cible officielle (« 4,5 % à 5 % »).

Cette révision contraste avec un léger relèvement de la prévision de croissance mondiale pour 2026 (+0,1 point à 3,1 %), portée par le cycle d'investissement dans l'intelligence artificielle, tandis que les tensions géopolitiques pèsent sur les économies importatrices d'énergie.

Inflation : énergie et IA dopent les prix à la production

Selon les statistiques [publiées](#) par le Bureau national des statistiques (NBS), l'indice des prix à la production (PPI) a enregistré une nette accélération à +5,0 % en glissement annuel, contre +3,8 % en août, enregistrant ainsi sa plus forte progression depuis la mi-2022. Cette poussée résulte principalement de la transmission des tensions géopolitiques sur les cours mondiaux des matières premières (notamment le pétrole brut et les métaux non ferreux), ainsi que du boom de la demande en équipements technologiques qui renchérit le prix de leurs composants.

La croissance des prix à la consommation demeure quant à elle plus contenue, reflétant la faiblesse persistante de la demande des ménages. L'indice des prix à la consommation (CPI) n'a en effet progressé que de 0,9 % (g. a.) en septembre (après +0,8 % en août), restant nettement en-deçà de l'objectif officiel fixé à environ 2 %. L'indice global a notamment été tiré vers le bas par le recul des prix alimentaires (-1,7 %), tandis que l'inflation sous-jacente, qui exclut l'alimentation et l'énergie, est restée stable à 1,0 %.



Source : Bureau national des statistiques

Réserves de change et métaux précieux : ruée record de la banque centrale et des ménages sur l'or

Poursuivant sa stratégie de diversification, la Banque populaire de Chine (PBOC) a [enregistré](#) en septembre 2026 un 23ème mois consécutif d'achats nets d'or. En faisant l'acquisition de 23 tonnes supplémentaires - la plus importante augmentation mensuelle en près de trois ans - ses réserves officielles atteignent désormais 2 410 tonnes (5^e rang mondial). Cette accumulation par la Banque centrale s'accompagne d'une envolée sans précédent des importations nationales : sur les huit premiers mois de 2026, la Chine a en effet importé plus de 1 000 tonnes d'or pour un montant record de 158,8 Mds de dollars (environ 142 Mds d'euros), dépassant d'ores et déjà le bilan de l'ensemble de l'année 2025 (886 tonnes pour 96,5 Mds de dollars, soit environ 86 Mds d'euros).

Cette ruée vers le métal jaune est alimentée par deux dynamiques structurelles majeures. D'une part, Pékin poursuit la diversification de ses réserves de change afin de réduire son exposition aux actifs libellés en dollars face aux risques d'instrumentalisation de la devise américaine et de gel des avoirs placés à l'étranger. D'autre part, les ménages et les entreprises recherchent activement une valeur refuge face à la crise prolongée de l'immobilier résidentiel, à la sous-performance des marchés boursiers locaux (l'indice CSI 300 reculant d'environ 8 % en 2026 contre un gain de 13 % pour le S&P 500) et à des rendements obligataires souverains très faibles (1,2 % à un an).

Retour au sommaire [ici](#)

Banque et finance

Moyens de paiement : Visa obtient l'agrément préliminaire de la PBOC pour la compensation en yuans

Le 13 octobre 2026, la Banque populaire de Chine (PBOC) a [accordé](#) une approbation préliminaire à Visa pour l'établissement d'une institution de compensation de cartes bancaires sur le territoire national. Cette décision ouvre la voie à l'émission de cartes Visa libellées en RMB et au traitement des paiements domestiques en monnaie locale par le géant américain.

Selon le communiqué de la PBOC, l'entité locale du groupe, *Visa Information Technology (Beijing) Co. Ltd.*, dispose d'un délai d'un an pour finaliser ses préparatifs techniques et réglementaires avant de déposer sa demande formelle d'entrée en exploitation. L'octroi de la licence définitive nécessitera la double autorisation de la banque centrale et de l'Administration nationale de régulation financière (NFRA).

Sous réserve de cette homologation finale, Visa deviendra le troisième réseau international de cartes bancaires à obtenir une licence de compensation domestique en Chine, après American Express et Mastercard. Jusqu'alors cantonné à la compensation des transactions transfrontalières par cartes libellées en devises étrangères, le groupe accèdera directement au marché colossal des règlements intérieurs en renminbi.

Retour au sommaire [ici](#)

Échanges et politique commerciale

Relations UE–Chine : deuxième réunion du mécanisme de consultations commerciales et d'investissement

Les 8 et 9 octobre 2026, le commissaire européen au Commerce et à la Sécurité économique Maroš ŠEFČOVIČ et le ministre chinois du Commerce WANG Wentao ont coprésidé à Pékin la deuxième réunion du mécanisme de consultations commerciales et d'investissement UE–Chine.

Les deux parties sont [convenues](#) de poursuivre leurs travaux dans quatre domaines :

L'équilibre des échanges commerciaux et des investissements ;

1. Le contrôle export ;
2. La propriété intellectuelle ;
3. La réforme de l'OMC.

Elles sont également convenues de poursuivre les discussions sur l'accès au marché afin de résoudre progressivement les préoccupations, notamment sur les cosmétiques, les dispositifs médicaux et les produits pharmaceutiques, et de renforcer le dialogue sur le contrôle export.

Un dialogue technique a également été convenu sur le règlement européen relatif aux subventions étrangères (FSR), ainsi que la poursuite des échanges sur la propriété intellectuelle et la réforme de l'OMC.

Parmi les résultats concrets [annoncés](#) par le commissaire Maroš ŠEFČOVIČ figurent :

1. Un accord de principe pour modérer les exportations chinoises de véhicules hybrides et hybrides rechargeables vers l'UE, avec la perspective d'une réduction de plus de moitié ;
2. Un accord de principe pour améliorer l'accès au marché chinois pour une série de produits européens via des baisses des droits NPF (clause de la nation la plus favorisée), portant sur des produits allant des pièces automobiles à l'huile d'olive et aux chaussures, représentant près de 4 Mds EUR de valeur exportée actuelle, résultant en une économie de 225 M EUR de droits de douanes par an ;
3. Un accord de principe pour faciliter l'octroi de licences d'exportation chinoises de terres rares et d'aimants permanents.

De son côté, WANG Wentao a [exprimé](#) ses préoccupations face aux récentes mesures restrictives européennes, réaffirmant que la Chine n'est pas la source des problèmes de l'UE mais un partenaire pour les résoudre, et appelant à un traitement des divergences par le dialogue. Le commissaire Maroš ŠEFČOVIČ a salué la Chine comme un partenaire économique majeur

et s'est engagé à renforcer la communication pour gérer les frictions et trouver des solutions constructives.

Les deux parties ont qualifié cette deuxième réunion de « nouveau point de départ » pour approfondir la coopération, chargeant leurs équipes de mettre en œuvre les acquis et de préparer la troisième réunion du mécanisme prévue en mars 2027.

Relations France-Chine : tenue du 28^{ème} dialogue stratégique à Datong

Le 10 octobre 2026, le ministre chinois des Affaires étrangères WANG Yi et son homologue, le conseiller diplomatique du Président de la République Emmanuel BONNE, ont [mené](#) le 28^{ème} dialogue stratégique franco-chinois à Datong.

Sur les dossiers économiques, les deux parties ont échangé sur les relations entre l'Union européenne et la Chine, réaffirmant leur objectif commun de construire des partenariats tournés vers l'avenir. La France a insisté sur la nécessité de corriger les déséquilibres économiques actuels et a soutenu le dialogue sino-européen pour trouver des solutions assurant un rééquilibrage. Elle a également renouvelé son souhait d'accueillir davantage d'investissements industriels chinois, créateurs de croissance et d'emplois.

Enfin, les deux parties ont évoqué la situation au Moyen-Orient, cruciale pour la stabilité et la prospérité en Europe et en Asie, et ont appelé à la réouverture du détroit d'Ormuz.

Selon le communiqué chinois, le ministre WANG Yi a [réaffirmé](#) la volonté de la Chine de maintenir des échanges de haut-niveau avec la France et élargir la coopération dans des secteurs traditionnels (aéronautique, aérospatial, énergie nucléaire) ainsi que dans des secteurs émergents (« la production avancée, le développement vert et bas carbone et l'intelligence artificielle »).

Enfin, toujours selon le communiqué chinois, le ministre WANG Yi a souligné que la Chine et l'UE sont en mesure de gérer leurs différences économiques et commerciales par le dialogue. Il a invité la France à continuer de jouer un rôle constructif dans la promotion d'une coopération sino-européenne mutuellement bénéfique.

Retour au sommaire [ici](#)

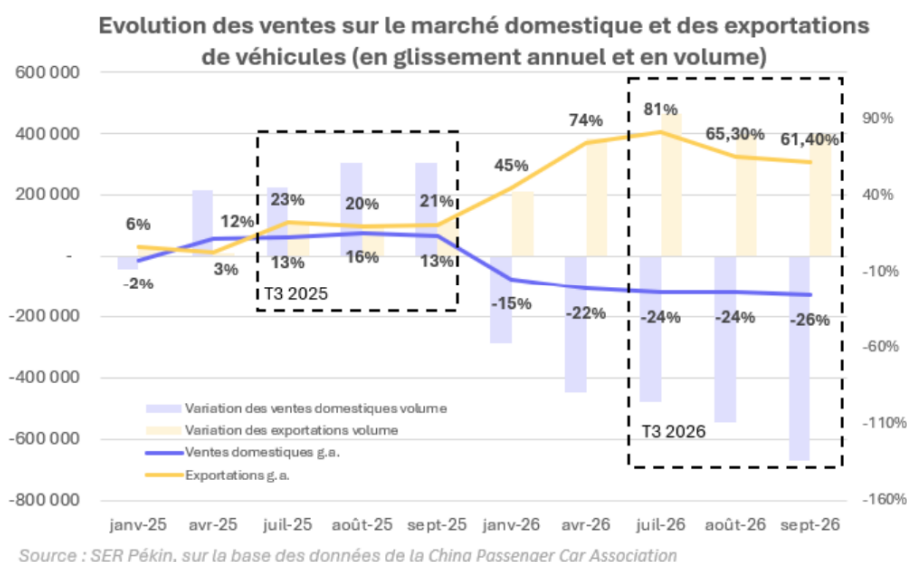
Industrie et numérique

Automobile : le niveau des exportations automobiles reste haut au T3 2026

D'après les données publiées par l'Association chinoise des constructeurs automobiles ([CAAM](#)) et l'Association chinoise des voitures particulières ([CPCA](#)), la Chine a exporté plus de 3,1 M véhicules au T3 2026, soit une hausse de +69 % en g.a. Parmi elles, plus de 1,6 M étaient des véhicules à énergies nouvelles (VEN), représentant 53 % du total des exportations, contre seulement 37 % au T3 2025.

Cette forte croissance des exportations contraste avec les ventes sur le marché domestique, qui ont diminué de -25 % en g.a, s'élevant à 5,1 M véhicules sur la même période. Ces résultats viennent confirmer la dynamique observée de divergence entre ralentissement des ventes domestiques et explosion des exportations, sur le premier semestre 2026. ([voir Brèves hebdomadaires du SER de Pékin – Semaine du 13 juillet 2026](#)).

Comme pour les exportations, les VEN poursuivent leur progression aussi sur le marché domestique. Ce type de véhicule représentent désormais 66 % des ventes intérieures soit 3,4 M d'unités au T3 2026, contre 53 % au T3 2025. La production globale de véhicules (VEN et thermique) reste quant à elle stable (8,3 M, - 0,05 % g.a) au T3 2026.



Economie numérique : le MoHRSS publie un règlement provisoire pour renforcer les droits sociaux des travailleurs des plateformes

Le 8 octobre, le ministère chinois des Ressources humaines (MoHRSS) et six autres agences ont [publié](#) une proposition de règlement visant à renforcer la protection des travailleurs des plateformes numériques. Le règlement est

soumis à consultation publique jusqu'au 8 novembre. Selon [Trivium](#), le nombres de personnes concernées est estimée à 84 millions de personne soit un cinquième des employés en Chine.

Leurs droits actuels ne sont en effet couverts que par des lignes directrices non contraignantes. Une [instruction](#) de 2022 de l'administration chinoise du cyberspace (CAC) exige des plateformes qu'elles rendent leurs algorithmes plus équitables dans l'attribution des commandes, la fixation des rémunérations et l'imposition de pénalités, sans pour autant imposer une évaluation active des décisions algorithmiques. Fin 2024, la Cour suprême avait également [publié](#) plusieurs cas pour jurisprudence (*guidance cases*) pour des litiges impliquant des travailleurs de plateforme.

Les nouvelles règles proposées par le MoHRSS définissent les algorithmes à utiliser, imposent la présence d'un examinateur humain pour les décisions majeures, tandis que les services gouvernementaux pourront évaluer si un algorithme est « raisonnable » et exiger des modifications.

Propriété intellectuelle : le MoJ lance une plateforme numérique en appui aux entreprises chinoises dans les contentieux à l'étranger

Le 10 octobre, le ministère chinois de la Justice (MoJ) a [lancé](#) « Fatong » (法通), une plateforme nationale de services juridiques destinée aux entreprises et citoyens chinois opérant à l'étranger. Elle propose 976 traductions de lois étrangères en chinois, 512 guides juridiques par pays et 140 études de cas couvrant 187 pays, avec un accès à un agent conversationnel d'intelligence artificielle ou à des experts humains.

Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de Pékin visant à renforcer le soutien juridique de ses entreprises à l'international, notamment face aux contentieux dans les pays occidentaux, tout en développant des services concrets pour les acteurs économiques dans les pays des « Nouvelles routes de la soie » (pays participants à la *Belt and Road Initiative* ou BRI).

Retour au sommaire [ici](#)

Développement durable, énergie et transports

Transports : publication du plan quinquennal pour le développement des transports verts

Le ministère des Transports chinois (MOT), en coordination avec l'Administration nationale des chemins de fer, l'Administration de l'aviation civile et le Bureau national des postes, a récemment [publié](#) le Plan quinquennal pour le développement des transports verts (2026-2030).

Couvrant l'ensemble des modes de transport et toutes les étapes de leur développement et de leur exploitation, le Plan définit cinq priorités :

- Décarboner les énergies de propulsion : développer la traction ferroviaire électrique et les équipements à énergies nouvelles, généraliser progressivement les poids lourds à énergies nouvelles, promouvoir les navires électriques et au méthanol, accroître l'utilisation des carburants d'aviation durables et accélérer l'électrification des transports publics urbains.
- Verdir les infrastructures de transport : renforcer les réseaux de recharge et de ravitaillement en énergies propres et développer des corridors routiers et fluviaux à zéro émission.
- Optimiser la répartition modale, notamment accroître la part du rail et du transport fluvial dans l'acheminement des marchandises en vrac, ainsi que celle des poids lourds à énergies nouvelles.
- Renforcer la prévention de la pollution et la maîtrise des risques environnementaux liés aux transports.
- Consolider les dispositifs de soutien : améliorer le système de double contrôle des émissions de carbone du secteur et mettre en place un mécanisme d'évaluation des progrès vers le pic des émissions.

Energie : tenue de la cinquième réunion du Dialogue France-Chine à Pékin

M. Cédric Bourillet, Directeur général de l'Energie et du Climat et son homologue de l'Agence Nationale de l'Énergie (NEA), M. He Yang ont présidé la cinquième édition du Dialogue Énergie le 29 septembre 2026. Les échanges ont porté sur les politiques mises en œuvre par les deux pays en matière de transition vers la neutralité carbone, de sécurité énergétique et d'électrification des usages. Cette rencontre a également permis aux entreprises françaises et chinoises du secteur énergétique d'explorer les opportunités, les défis et les synergies potentielles dans les domaines des énergies renouvelables, du stockage, de l'hydrogène et du nucléaire civil.

Pour la France, la réduction de la dépendance aux énergies fossiles est rendue d'autant plus essentielle dans le contexte de tensions énergétiques liées aux perturbations du transit par le détroit d'Ormuz.

Dans le cadre de sa mission en Chine, le DGEC a également rencontré M. LIU Zhenmin, Envoyé Spécial de la Chine pour le Climat, en vue de la 31^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP31) de novembre 2026. Par ailleurs, le DGEC s'est entretenu avec M. SHAN Zhongde, Président de l'Autorité chinoise de l'énergie atomique (CAEA).

Cette mission constitue une nouvelle étape du partenariat entre la France et la Chine sur les enjeux climatiques, dans le sillage du Groupe de travail franco-chinois sur les défis climatiques et environnementaux, inauguré le 20 mai 2026 à Pékin.

Retour au sommaire [ici](#)

Agriculture et agro-alimentaire

EDV : la Chine lance un système de variétés essentiellement dérivées avec une première série de dix cultures

Le 27 juillet 2026, le MARA (ministère de l'Agriculture et des Affaires rurales) a [lancé](#) la mise en œuvre de son système de variétés essentiellement dérivées (EDV) pour les plantes agricoles en publiant la première série du catalogue de mise en œuvre, qui comprend 10 cultures : le riz, le blé, le coton, le millet à queue de renard, la fève, le colza, l'arachide, le chou chinois, le poivron et la pêche. Le MARA a également présenté d'autres documents, tels que les « Lignes directrices pour la détermination des variétés essentiellement dérivées (EDV) des plantes agricoles » et les « Seuils de détermination des EDV », afin de faciliter la mise en œuvre du système EDV. Ces spécifications sont en accords avec les cas typiques et directives [publiés](#) par la Cour Populaire Suprême.

Ces réglementations clarifient le processus de protection des droits de propriété intellectuelle relatifs aux semences, en précisant que la charge de la preuve en cas de litige incombe aux titulaires initiaux des droits, ce qui a suscité des inquiétudes parmi les entreprises semencières internationales quant à d'éventuels désavantages en cas de conflits avec des entreprises nationales. Les lignes directrices détaillent le champ d'application, les principes et les procédures d'identification des EDV, offrant ainsi des ressources essentielles aux sélectionneurs et aux autorités réglementaires.

Les « seuils de détermination des EDV » définissent les valeurs de similarité génétique nécessaires à la classification en tant qu'EDV, en maintenant un seuil de 90 % pour plusieurs cultures et de 85 % pour d'autres, conformément aux projets de proposition antérieurs. Si le seuil est atteint, ce sera au défendeur de démontrer des différences suffisantes. En outre, les exigences applicables aux institutions chargées de l'identification des EDV précisent les qualifications et les capacités nécessaires pour mener les tests, et un groupe d'experts a été constitué afin d'apporter un soutien spécialisé dans le cadre des déterminations d'EDV.

Retour au sommaire [ici](#)

Actualités locales

Chongqing : Seres annonce l'arrivée prévue de sa marque AITO en Europe à l'automne 2027

Le 12 octobre, le groupe chinois [Seres](#), basé à Chongqing, a [présenté](#) au Mondial de l'Auto de Paris les modèles M9, M8, M7 et M6 de sa marque AITO, connue sous le nom de Wenjie en Chine. À cette occasion, le constructeur a annoncé l'arrivée de la marque sur le marché européen à l'automne 2027.

Il a également dévoilé sa plateforme technologique Mo Fang, compatible avec trois types de motorisation : électrique à prolongateur d'autonomie, entièrement électrique et hybride.

Pour préparer cette implantation, AITO travaille à l'homologation européenne de ses véhicules, vise cinq étoiles aux évaluations Euro NCAP 2026 et adapte ses produits aux usages locaux.

En Chine, la marque compte plus de 1,2 M d'utilisateurs et ses véhicules ont parcouru au total 40 Mds de kilomètres, dont plus de 10,6 Mds avec les fonctions d'aide à la conduite activées, ce qui constitue une validation à grande échelle en conditions réelles d'utilisation.

Canton : Guangzhou en tête, Shanghai, Hong Kong et Pékin avancent ensemble : la connectivité internationale des hubs aéronautiques chinois franchit un nouveau cap

Selon le dernier rapport Megahubs 2026 [publié](#) par le cabinet de données aéronautiques OAG, les aéroports chinois affichent une connectivité internationale remarquable, portée par l'aéroport international de Guangzhou Baiyun, qui a bondi de la 36^e à la 19^e place mondiale, signant la plus forte progression du classement. Desservant désormais 146 lignes internationales, le hub connaît un net rebond d'activités. Cette ascension s'explique d'abord par la mise en service de son terminal 3, qui a considérablement renforcé les correspondances régionales. Par ailleurs, l'ouverture de nouvelles liaisons vers l'Europe et l'Australie, combinée à un engouement des voyageurs chinois pour les destinations lointaines, génère un effet multiplicateur sur son positionnement. Cette dynamique est d'autant plus marquée que les grands hubs du Moyen-Orient ont vu leurs capacités réduites en raison des tensions géopolitiques. Dans le sillage de Canton, Shanghai-Pudong, Hong Kong et Pékin-Capitale progressent également, permettant à la région Asie-Pacifique d'occuper huit places dans le top 20 mondial.

Canton : Gree Electric cible le marché hivernal européen en quête de nouveaux relais de croissance

Après un été 2026 marqué par des canicules record ayant boosté les ventes de climatiseurs, le groupe chinois Gree Electric (Zhuhai) [table](#) désormais sur la saison hivernale pour étendre sa présence en Europe. Selon sa présidente, Dong Mingzhu, se concentrer uniquement sur le refroidissement limiterait son potentiel sur ce marché. L'entreprise a donc développé des appareils hybrides combinant chauffage et climatisation, présentés comme plus économes que les systèmes traditionnels au gaz ou au fioul.

Cette stratégie vise à répondre à la demande croissante des consommateurs européens pour des solutions plus efficaces sur le plan énergétique. Elle pourrait ainsi renforcer la position de Gree dans un secteur en pleine mutation.

Cette stratégie porte ses fruits : au premier semestre 2026, Gree a enregistré une hausse de 92 % de ses ventes en Norvège et au Danemark. Toutefois, cette croissance ne compense pas le ralentissement du marché chinois, où la demande est saturée. Le bénéfice net du groupe a ainsi reculé de 7,8 %, s'établissant à 13 Mds de RMB (1,7 Md EUR), tandis que ses revenus à l'étranger ne représentent que 15 % de son chiffre d'affaires.

Shenzhen : Ping An Bank, première banque côté a adopter ses propres règles d'IA, conformément aux directives de la NFRA

Ping An Bank, dont le siège social est situé à Shenzhen, a officiellement [adopté](#) ses propres règles de gestion de l'intelligence artificielle. Cette initiative en fait la première banque cotée en Chine continentale à instaurer formellement un encadrement de l'IA, établissant ainsi une référence pour l'ensemble du secteur bancaire dans l'application de cette technologie. Cette démarche vise directement à mettre en œuvre les lignes directrices publiées en juin 2026 par l'Administration nationale de régulation financière (NFRA), lesquelles stipulent clairement que les banques et les compagnies d'assurance doivent être tenues responsables des systèmes d'IA qu'elles déploient. Au-delà de cette obligation réglementaire, cette décision répond à une forte nécessité interne : à la fin du mois de juin 2026, Ping An Bank avait déjà déployé en interne plus de 450 cas d'usage basés sur des grands modèles de langage (LLM). Ces applications étant désormais largement réparties dans des domaines stratégiques clés tels que le marketing, le conseil en investissement, la conformité et le contrôle des risques, une telle adoption en profondeur rendait urgente la mise en place d'un cadre institutionnel pour accompagner et sécuriser ces technologies.

Shenzhen : la guerre des brevets fait rage entre les États-Unis et la Chine, tandis que DJI bat en retraite

Dans [les drones](#) de nouvelle génération, la Chine et les États-Unis sont au coude-à-coude sur la qualité des brevets. Si la Chine domine en volume

avec 44 % des dépôts mondiaux en 2024 (contre 17 % pour les États-Unis), les deux puissances affichent une parité en valeur financière.

Dans ce contexte, le géant DJI, basé à Shenzhen, voit son avance en matière de brevets s'éroder. Sa part des actifs mondiaux est passée de 24 % fin 2018 à seulement 4 % aujourd'hui, talonnée par Boeing et Amazon. Sous la pression des restrictions américaines, l'entreprise a réduit ses dépôts de brevets pour privilégier la protection de ses technologies par le « secret d'affaires ».

Cette évolution profite aux *start-ups*. Dans le classement des dix entreprises émergentes les plus innovantes, les États-Unis en placent quatre (dont Skydio et Anduril), tandis que la Chine en compte deux, portées notamment par Autel Robotics (Shenzhen), qui occupe désormais la première place mondiale.

Shenzhen : inauguration du poste-frontière de Huanggang

La cérémonie d'inauguration du poste-frontière de Huanggang s'est [déroulée](#) à Shenzhen le 11 octobre.

Premier grand poste-frontière terrestre du pays ouvert 24 heures sur 24, le poste-frontière de Huanggang facilitera les échanges entre la province du Guangdong, en particulier Shenzhen, et Hong Kong ; il constitue une plateforme importante au service du développement de la GBA (*Greater Bay Area*).

Dongguan : Luxshare Precision fait l'objet d'une enquête américaine pour contrefaçon de brevet

Selon une annonce [publiée](#) le 10 octobre par Luxshare Precision (Dongguan), la Commission américaine du commerce international (USITC) a ouvert le 9 octobre une « enquête 337 ». Cette procédure fait suite à des accusations de violation de brevets déposées par l'entreprise américaine Vicor Corporation. Luxshare Precision ainsi que sa filiale contrôlée, Dongguan Luxshare Technologies Co., Ltd., sont toutes deux visées par cette enquête. Si l'infraction est définitivement avérée, l'USITC pourrait émettre une ordonnance d'exclusion ou d'interdiction, restreignant ainsi l'entrée ou la vente des produits concernés sur le marché américain.

Luxshare Precision avait révélé en août dernier que l'entreprise déployait ses activités dans les infrastructures de calcul liées à l'IA. Ce déploiement s'articule autour de quatre domaines clés : les interconnexions en cuivre, les interconnexions optiques, l'alimentation électrique et la gestion thermique. En collaboration avec ses principaux clients, la société développe également des technologies de pointe telles que l'alimentation et le refroidissement au plus près de la puce.

Shanghai : le forum IBLAC à Shanghai, place le développement des services et de la consommation au cœur des débats

Les 10 et 11 octobre 2026 s'est [tenue](#) à Shanghai la 38^e session de l'IBLAC, le Conseil d'affaires du maire de Shanghai. Chen Jining, Secrétaire du Comité municipal du Parti communiste chinois de Shanghai, et Zhu Zhongming, maire de la ville, ont rencontré 42 dirigeants d'entreprises internationales de 14 pays (dont notamment, côté français, les dirigeants de L'Oréal, Danone et Schneider Electric). Les échanges de cette édition ont placé la consommation et le développement des services au cœur des débats, autour du thème « Promouvoir le développement innovant des services à Shanghai ». Lors de son allocution, le maire de la ville a rappelé que la période du 15^e Plan quinquennal constituera une étape majeure pour faire de Shanghai une ville centre internationale de consommation et annoncé plusieurs orientations stratégiques : attirer davantage de marques internationales, développer des espaces événementiels, concevoir des offres mixtes et sur mesure associant culture et sport, et renforcer l'attractivité des pôles commerciaux de la ville.

Jiangsu : dans le cadre de son nouveau plan de soutien à l'innovation et au développement de l'intelligence artificielle, le Jiangsu lance des « bons de *tokens* »

La province du Jiangsu a [publié](#), le 9 octobre 2026, un ensemble de trois [dispositifs](#) inédits pour financer l'innovation en intelligence artificielle. Le principe : subventionner jusqu'à 50 % des dépenses réelles des entreprises, universités et centres de recherche. Plusieurs types de « bons » et dispositifs de soutien sont créés :

- Les « bons de *tokens* » : destinés à l'achat de puissance de calcul pour l'entraînement de l'IA. Chaque bénéficiaire peut obtenir jusqu'à 5 M RMB (743 000 USD) de *tokens* ;
- Les « bons de corpus » ou « jeux de données » ; remboursement jusqu'à 50 % des frais réels dépensés pour l'achat de données de qualité ou prime fixe ;
- Les « bons de modèles » : remboursement de 30 % des frais de R&D pour les modèles enregistrés auprès du régulateur national (plafond de 1 M RMB, soit 149 000 USD).

Le dispositif est rétroactif au 1er juillet 2026 et court jusqu'au 30 juin 2027.

Hangzhou : DeepSeek mise sur la robotique avec une start-up à 400 M USD fondée par un ex-scientifique de Tencent

DeepSeek s'apprêterait à [piloter](#) le premier tour d'investissement de Winverse AI, start-up spécialisée dans l'intelligence artificielle appliquée à la robotique. Cette opération [valoriserait](#) l'entreprise à environ 400 M USD après l'apport en capital, mais les négociations restent en cours. Ce tour

d'investissement devrait également associer Long-Z, la filiale d'investissement du groupe chinois Meituan.

Par ailleurs, DeepSeek avait déjà pris une participation de 2 % lors de l'introduction en Bourse de Unitree Robotics à Shanghai, dans l'objectif de collaborer sur des modèles « d'intelligence incarnée ».

Actuellement en phase finale de sa propre levée de fonds, DeepSeek cherche à [mobiliser](#) environ 12 Mds USD supplémentaires. Ces fonds, initialement destinés à l'entraînement de ses modèles et au développement de ses centres de données, pourraient désormais également servir à financer une nouvelle génération de start-ups spécialisées dans « l'IA incarnée ». Cette tendance témoigne d'une volonté des startups du secteur, de permettre le passage de l'IA générative vers des applications concrètes dans le monde physique.

Wuhan : la province de Hubei dévoile son plan d'action triennal IA

La province du Hubei a [dévoilé](#) son « Plan d'action triennal pour l'accélération de l'initiative "Intelligence artificielle+ » (2026-2028) ». Ce programme d'envergure déploie six actions majeures couvrant l'industrie, la technologie, la gouvernance urbaine, les transports et la logistique, les services du quotidien, ainsi que la consommation. L'accent est mis sur l'automobile, l'optoélectronique, la biotechnologie et les équipements industriels pour le domaine d'industrie. D'ici 2028, la province ambitionne de développer 100 applications phares, de déployer 500 cas d'usage à forte valeur ajoutée et d'atteindre un taux de pénétration de plus de 80 % pour les terminaux et entités intelligentes de nouvelle génération.

Retour au sommaire [ici](#)

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Politique économique : Hong Kong présente quatre priorités pour la réunion des ministres des Finances de l'APEC qui se tiendra à Hong Kong les 20-21 octobre

Hong Kong [accueillera](#) pour la première fois la réunion des ministres des Finances les 20 et 21 octobre, alors que la Chine est le pays hôte de l'APEC cette année. Organisée sous l'égide du ministère chinois des Finances, avec l'appui du gouvernement hongkongais, cette réunion rassemblera quelque 500 ministres, hauts responsables et représentants des 21 économies membres. Hong Kong participe elle-même à l'APEC depuis 1991 en tant qu'économie membre distincte, sous l'appellation « Hong Kong, China ».

Selon Paul CHAN, secrétaire aux Finances, le choix de Hong Kong témoigne du soutien marqué du gouvernement chinois et confirme son statut de centre financier international majeur dans la région. Les discussions de la réunion porteront sur quatre priorités : les politiques budgétaires favorables aux conditions de vie des populations, le financement des infrastructures numériques, la finance inclusive et la formation des jeunes talents du secteur financier.

Hong Kong entend notamment mettre en avant son rôle dans la finance verte. Paul CHAN a souligné la capacité de la RAS (Région administrative spéciale) à mettre en relation les projets régionaux en quête de financement avec des investisseurs soucieux de transparence, grâce aux obligations vertes, au financement de la transition, à la certification des projets et aux services professionnels. Pour mémoire, environ 38 Mds USD de dette verte et durable ont été émis à Hong Kong en 2025, plaçant la RAS au premier rang du marché asiatique pour la huitième année consécutive.

Les autorités souhaitent également faciliter le financement des PME grâce à la plateforme *Commercial Data Interchange* de la Hong Kong Monetary Authority. Celle-ci permet aux entreprises d'autoriser les banques à consulter leurs données opérationnelles afin d'accélérer les décisions de crédit.

Au-delà de ces quatre priorités, Hong Kong présentera ses atouts en tant que centre international d'assurance et de gestion des risques, afin de favoriser la coopération régionale face à l'accroissement des risques climatiques.

Marché de l'or : Valcambi prévoit d'ouvrir à Hong Kong sa première raffinerie hors de Suisse

Le groupe suisse Valcambi, l'un des principaux affineurs d'or au monde, [prévoit](#) d'ouvrir une raffinerie à Hong Kong, sa première implantation hors de Suisse. Le groupe a signé une lettre d'intention avec Shiu Wing Steel,

l'unique sidérurgiste de la RAS, pour créer une société spécialisée dans l'affinage des métaux précieux et les services de stockage sécurisé. L'usine sera installée sur le site de Shiu Wing Steel.

Le projet renforce la stratégie de Hong Kong, qui cherche à concurrencer Singapour et à s'imposer comme premier centre asiatique de négoce de l'or. Hong Kong a lancé en juillet des opérations pilotes pour un système de compensation de l'or et un nouveau prix de référence (HAU), avec la participation des principales banques chinoises ainsi que de JPMorgan et HSBC. Elle prévoit également de créer des contrats à terme sur l'or libellés en RMB et d'accorder de nouvelles mesures préférentielles aux négociants.

Selon Christopher HUI, secrétaire aux Services financiers, une approche couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur est privilégiée par les autorités : des capacités de stockage et des contrats de gré à gré comme à Londres ; l'implantation de raffineries sur le modèle suisse, et le développement de contrats à terme sur l'or, à l'instar des États-Unis. Le premier plan quinquennal de Hong Kong présente par ailleurs l'or comme « un point d'entrée » pour accroître l'utilisation internationale du RMB.

Marché boursier : Hong Kong gèle 590 M USD d'actifs dans des fraudes présumées liées à des IPO

La Securities and Futures Commission (SFC) de Hong Kong a [pris](#) des mesures contre deux réseaux soupçonnés d'être impliqués dans trois opérations frauduleuses liées à des introductions en Bourse (IPO). Le régulateur a gelé 590 M USD d'actifs. Les sociétés cotées concernées auraient conclu des accords permettant de détourner une partie des fonds levés, sous couvert d'investissements dans des produits financiers.

Les cotations du fabricant chinois de boissons au thé « Sichuan Baicha Baidao », de la société de biotechnologie « Cloudbreak » et de l'entreprise d'analyse de données « Tianju Dihe Technology » ont été suspendues en application de la même disposition réglementaire, respectivement les 13 octobre 2026, 10 septembre 2026 et 1er avril 2025.

Dans le premier dossier, qui concerne « Baicha » et « Cloudbreak », la SFC a gelé jusqu'à 560 M USD sur neuf comptes appartenant à Mme SUN Ran (soupçonné d'être à la tête du réseau) et à huit sociétés immatriculées dans les îles Vierges britanniques, aux Seychelles et aux Samoa. Dans le second dossier, lié à « Tianju Dihe Technology », 36,3 M USD ont été bloqués auprès de 29 courtiers.

La SFC a parallèlement suspendu l'examen de 65 demandes de cotation au cours des neuf premiers mois de 2026, en raison de lacunes dans le travail des sponsors et la qualité des documents. Le régulateur maintient une politique de tolérance zéro à l'égard des manipulations liées aux IPO et pourrait imposer la restitution de fonds aux investisseurs concernés.

Ce renforcement du contrôle intervient dans un contexte de forte reprise du marché, portée notamment par les entreprises chinoises liées à l'intelligence artificielle. Plus de 610 dossiers de cotation étaient en

préparation fin septembre, contre plus de 420 fin janvier. Sur la même période, le nombre de sponsors est passé de 53 à 64, et celui des responsables signataires de 261 à 325. Au troisième trimestre 2026, les IPO, les placements et les ventes de blocs ont permis de lever un montant record de 47,5 Mds USD.

Retour au sommaire [ici](#)

Macao

Secteur du jeu : Macao maintient son objectif de 29,5 Mds USD de recettes de jeu en 2026

Le gouvernement de Macao [maintient](#) sa prévision de 29,5 Mds USD de recettes brutes des casinos en 2026, malgré quatre mois consécutifs de baisse sur un an. Les recettes cumulées atteignaient 23,3 Mds USD fin septembre, laissant près de 6,2 Mds USD à réaliser au dernier trimestre. Le chef de l'exécutif, SAM Hou Fai, estime que la hausse de la fréquentation pendant les congés de la « Golden Week » en octobre pourrait soutenir l'activité. Les autorités cherchent toutefois encore à déterminer si le ralentissement est temporaire ou s'il tient à un effet de base élevé après la reprise post-Covid.

Le secteur du jeu demeure central pour les finances publiques. Macao a enregistré un excédent budgétaire de 2,7 Mds USD au cours des neuf premiers mois de 2026, en hausse de 30,2 % en g.a et déjà supérieur à celui de l'ensemble de 2025. Les recettes de l'impôt direct sur les jeux ont progressé de 5,9 %, pour atteindre 9,3 Mds USD, soit 83 % des recettes totales de l'administration.

Afin de réduire progressivement la dépendance de Macao aux casinos, le chef de l'exécutif s'engage, pour 2027, à accélérer la diversification économique, à renforcer l'intégration avec Hengqin (Zhuhai, Chine) et à aider les entreprises locales à se développer à l'étranger.

Retour au sommaire [ici](#)

Taiwan

Economie : l'inflation accélère en septembre, avec un indice des prix à la consommation à +2,7 % et un indice des prix à la production record à +18 %

D'après les dernières statistiques de la Direction générale du budget, de la comptabilité et des statistiques (DGBAS), l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est [élevé](#) à 2,7 % en septembre, soit le plus haut niveau depuis février 2024 (3,1 %), essentiellement entraîné par les prix des carburants (+12,8 %, malgré le gel du prix par le gouvernement depuis fin février 2026). L'indice des prix à la production (IPP), quant à lui, [enregistre](#) une hausse record de +18 % en septembre, la plus importante depuis le début de la publication des statistiques officielles en janvier 2022. Ceci s'explique principalement par la hausse du prix des produits manufacturiers (+19 % par rapport à septembre 2025) dont notamment ceux issus du pétrole et du charbon (+50,5 %) et les produits informatiques, électroniques et optiques (+36 %), ainsi que par l'augmentation du prix du gaz pour l'industrie de production d'électricité (5,83 % en septembre et 9,68 % en octobre).

Semi-conducteurs : TSMC, leader mondial de la fonderie, annonce des résultats records sur le Q3, portés par la demande en infrastructures pour l'IA

Lors de sa conférence aux investisseurs du 15 octobre, TSMC a [présenté](#) des résultats à la hausse pour le T3 2026 : +50,9 % de CA en glissement annuel à 46,72 Mds USD, avec une marge brute qui se dégrade de -1,3 pp à 66,4 % et un free cash-flow en hausse de 66 % à 15 Mds USD. Ses Capex s'élèvent à 13,84 Mds USD, portant le Capex sur les 9 premiers mois de 2026 à 40,64 Mds USD. Au T3, TSMC a réalisé 79 % de son chiffre d'affaires sur le segment des puces avancées (10 % 7 nm, 28 % 5 nm, 33 % 3 nm) dédiées au calcul de haute performance (HPC) pour 68 % des ventes, suivi des smartphones à hauteur de 21 %. La production de semi-conducteurs 2 nm, dont la production de masse a commencé au T4 2025, représente désormais 8 % de son CA, contre 3 % au T2 2026. Au troisième trimestre, l'Amérique du nord demeure le premier marché de TSMC (79 % du CA), suivi de l'Asie-Pacifique (10 %), de la Chine (5 %), du Japon (3 %) et de la zone Europe, Moyen-Orient, Afrique (3 %).

Le PDG de TSMC, C. C. Wei, a rappelé la grande confiance de l'entreprise quant à sa capacité à répondre à la demande soutenue de puces, poussée notamment par l'accélération de l'IA agentique. Par ailleurs, C. C. Wei a confirmé réfléchir à investir au Texas, bien qu'aucune décision n'ait été annoncée.

Droits de douane : Taipei met en place des droits de douane anti-dumping temporaires de 40,21 % sur le film polyamide (nylon), servant notamment à l'emballage électronique

Mardi 13 octobre 2026, les autorités douanières taiwanaises ont [annoncé](#) dans un communiqué la mise en œuvre de droits de douane temporaires de 40,21 % quant à l'importation de film polyamide (PA, film nylon) depuis la Chine continentale, les accusant de dumping. Ce film plastique diffère du film polyimide (PI) et est utilisé comme emballage dans les secteurs de l'électronique et de l'agroalimentaire. La décision intervient après la demande de l'entreprise taiwanaise Li Ling Film Co., filiale du groupe textile Lealea Group, qui développe sa ligne de film nylon BOPA depuis 2015. Cette mesure concerne l'ensemble des exportateurs chinois, hormis les entreprises du groupe Yuncheng, seules à avoir répondu aux demandes de coopération sur le sujet avec Taipei et dont l'absence avérée de dumping leur permet d'être [exemptées](#) de droits de douane. Cette mesure s'inscrit dans la lignée de défenses commerciales successives à l'encontre de la Chine, sur l'acier (juillet 2025 et juin 2026) ainsi que sur la bière (juillet 2025).

Pour mémoire, le ministère des Finances taiwanais dispose de 60 jours à partir de l'annonce pour déterminer l'existence ou non du dumping et si ce dernier est confirmé, le ministère des Affaires économiques aura 40 jours pour déterminer si le marché taiwanais a été affecté.

Retour au sommaire [ici](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Pékin

christian.gianella@dgtresor.gouv.fr, kevin.besancon@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pékin

Abonnez-vous : tanguy.mercierdesrochettes@dgtresor.gouv.fr